

# **Le « trou de la sécu » : une invention ?**

## **Comprendre le « trou de la sécu »**

C'est un déficit : une différence entre les recettes et les dépenses de la Sécurité sociale. Mais c'est plus en raison d'un manque de recettes que de dépenses excessives, comme nous le suggèrent les médias ou les politiques visant à faire des économies. En 2014, le déficit du régime général de la Sécurité sociale s'élevait à 13,2 milliards d'euros, soit 2.9% de ses recettes. Ce n'est pas colossal. Et les pays dont les dépenses sociales et de santé sont importantes sont aussi ceux qui ont un taux de pauvreté moins important.

## **Un manque de ressources**

Il y a un lien entre la Sécurité sociale et l'emploi, car son financement provient surtout des cotisations sur les salaires. La valeur ajoutée des entreprises est de plus en plus captée par les actionnaires, réduisant d'autant la base de ces cotisations depuis les années 80. Le chômage persistant crée une situation problématique pour la Sécurité sociale qui voit baisser ses ressources et doit payer davantage d'allocations en raison de la fragilisation des salariés. Sous prétexte de lutter contre le chômage, des réductions de charges – inefficaces – sont offertes aux entreprises. Des rémunérations autres que des salaires sont développées (stock-options, mutuelles d'entreprises) qui sont aussi des manques à gagner pour la Sécurité sociale (6.5 Milliards d'Euros en moins à la Sécurité sociale en 2013). Et 3 milliards d'euros d'allègements de cotisations sur les salaires, non compensés par l'Etat. Sans compter la fraude aux cotisations : 20 milliards d'€ n'ont pas été versés par les entreprises en 2012

## **Des dépenses qui doivent s'ajuster aux recettes**

Depuis 1996, une loi de financement de la sécurité Sociale (LFSS) est votée chaque année par le Parlement. Le taux de cotisations sur les salaires est bloqué, et n'est plus ajusté aux dépenses comme avant. D'autres modes de financement de la sécurité sociale (CSG, taxes) ont été institués mais ils pèsent sur l'ensemble des contribuables, tandis que les entreprises n'assument pas leurs responsabilités. On pourrait faire 10 milliards d'euros d'économies sur les médicaments, si l'on ne gardait que ceux qui sont vraiment utiles.

## **Ceux qui ont le plus besoin de la Sécurité sociale sont ceux qui en profitent le moins**

Les risques sociaux (chômage, précarité et aussi problèmes de santé) couverts par la Sécurité sociale touchent surtout les plus pauvres. La diminution des prestations de la Sécurité sociale les atteint en premier car leur revenu étant plus faible, ils ont donc plus « besoin » des prestations sociales pour « boucler » leur budget. Les prestations reçues de la Sécu par les cadres représentent 5% de leurs revenus. Pour les ouvriers ces prestations représentent plus des 15% de leurs revenus. Et le reste à charge (ce qui reste à payer par les usagers pour leur santé) est de 15% pour les 5% d'assurés les plus pauvres contre 1.5% pour les 5% d'assurés les plus riches.

## **En guise de conclusion : que cache le « trou de la Sécu » ?**

Pourquoi parle-t-on du trou de la Sécu et pas du trou de la Police, de l'Armée, de la Justice, de l'Agriculture, ou de l'Education nationale ? La réponse est simple : cela évite de soumettre à la discussion démocratique des citoyens les dépenses comparées de santé aux autres dépenses publiques. On feint de croire que le budget national de la Santé se résume à l'adaptation des dépenses aux ressources, alors que l'Etat manipule à sa guise ces dernières, donc, le fameux trou lui-même. Le prétendu déficit de la Sécurité sociale ne sert qu'à culpabiliser les citoyens, au profit d'autres postes du Budget de l'Etat, eux-mêmes « sanctuarisés ». A côté, rien n'est fait pour récupérer les cotisations dues par les entreprises, ni pour mettre fin au pillage des dépenses de santé par ses véritables auteurs (industries du médicament, système de soins libéral, primes multiples et inefficaces, substitution à la Sécurité sociale des assurances privées complémentaires, dont la gestion est bien plus coûteuse). Au lieu d'un débat public démocratique visant à définir les soins et allocations, la propagande politique et médiatique pousse à plus de contrôles et moins d'accès aux soins pour les plus défavorisés.

## Tout ce qu'on entend dire sur la Sécu

« La Sécu coûte trop cher au gouvernement »

FAUX! Le déficit est dû aux exonérations de charges des entreprises et à leurs fraudes

« Les cotisations sociales empêchent les entreprises d'embaucher. »

FAUX ! Les exonérations de charges sociales n'ont pas empêché le chômage de grimper

« Les arrêts maladie frauduleux creusent le trou de la Sécu ! »

FAUX ! La fraude aux cotisations des entreprises coûte 5 à 10 fois plus que celles des usagers

« Il faut de la croissance économique si on veut sauver la Sécu »

ILLUSOIRE, d'autant que la période est à la décroissance et au partage du travail.

Cordel écrit par Martine Lalande, médecin généraliste, en collaboration avec Martin Coutellier, médecin généraliste et Marica Rossi, étudiante en médecine, collectif outils pour le soin, partage de savoirs d'accès libre. Déc 2015 . [www.outilsdusoin.fr](http://www.outilsdusoin.fr) cordel n°23

Cordel N°23

outils politiques

POUR LE SOIN

ISSN 2491-1119



## Le « trou de la Sécu » une invention ?

cordel: petit fascicule brésilien de poèmes ou écrits subversifs accrochés à une corde à linge et vendus dans les marchés

« Il nous appartient de veiller tous ensemble à ce que notre société reste une société dont nous soyons fiers : pas cette société des sans-papiers, des expulsions, des soupçons à l'égard des immigrants, pas cette société où l'on remet en cause les retraites, les acquis de la Sécurité sociale, pas cette société où les médias sont entre les mains des nantis, toutes choses que nous aurions refusé de cautionner, si nous avions été les véritables héritiers du Conseil National de la Résistance. »

Stéphane Hessel :

Et si « le trou de la Sécu » n'était qu'un piège pour y faire disparaître la discussion démocratique sur les choix de société face aux dépenses de santé comparées aux autres dépenses publiques ?

La « Sécu » : de quoi parle-t-on ? Comment ça marche ?  
La Sécurité Sociale a été fondée en 1945 pour couvrir les citoyens contre les « risques » sociaux (c'est à dire les situations pouvant fragiliser son existence : vieillesse, maladie, maternité...) Elle est organisée en différents régimes qui ont des comptes distincts : le principal est le « régime général », qui couvre tous les salariés du secteur privé. Il existe d'autres régimes spéciaux (fonctionnaires, agriculteurs, indépendants...).

La Sécu fonctionne sur le système d'assurance obligatoire : « des cotisations sont prélevées sur les salaires et tous les citoyens résidant en France ont accès, ainsi que leurs ayants droits (enfants, conjoints.es) à des prestations. Ces prestations sont : remboursements des soins et indemnités journalières, accidents de travail et maladies professionnelles, allocations familiales, allocations vieillesse.

Comment sont financées ces prestations ? Par les cotisations sur les salaires (à 60%) mais aussi, et de plus en plus, par l'impôt, notamment la CSG (cotisation sociale généralisée) depuis 1991.